Élections professionnelles 2026

Non à la résignation
Engagé·es pour l'avenir de "Jeunesse et Sports"

Élection au comité social d'administration ministériel de la Jeunesse et des Sports

Liste présentée par la FSU – Fédération syndicale unitaire

15 titulaires et 15 suppléant·es - 15 femmes et 15 hommes

1 – Mme NATTER Gwenaelle
PS CAS
DRAJES Grand Est
Nancy (54)

2 – Mme DE NADAI Catherine
CTPS Jeunesse
DRAJES Nouvelle Aquitaine
Bordeaux (33)

3 – M. SALESSE Benjamin
SAENES
SDJES Loir et Cher
Orléans (41)

4 – M. MINIER Frederic
PS Formateur
CREPS AURA
Vallon Pont d'Arc (07)

5 – Mme COUNIL Lou
PS CAS
Administration Centrale
Paris (75)

6 – Mme VINCIGUERRA BATAIS Geraldine
CEPJ
SDJES Hautes-Alpes
Gap (05)

7 – M. ROUYER Vincent
PS Formateur
CREPS AURA
Vallon Pont d'Arc (07)

8 – M. BORGES Sebastien
IJS
DRAJES Grand Est
Nancy (54)

9 – Mme LE GUILLOUX Anouk
PS CAS
SDJES Alpes de Haute Provence
Digne les Bains (04)

10 – M. GAUVIN Thierry
CTPS Sport DTN Adjoint Gymnastique
DRAJES PACA
Marseille (13)

11 – Mme FLAMAND Veronique
CTPS Sport Formatrice
CREPS Bordeaux
Talence (33)

12 – Mme ZACHARIE Marion
PS Formatrice
CREPS La Réunion
Sainte Clotilde (974)

13 – Mme MOURIER Elodie
SAENES
SDJES Somme
Amiens (80)

14 – M. CHIELLINO Guillaume
PS DTN Voile
Administration Centrale
Paris (75)

15 – Mme PICARD Angelique
CEPJ Formatrice
CREPS AURA
Vallon Pont d'Arc (07)

16 – M. ALCARAZ Frederic
PS CTS Football
DRAJES Occitanie
Montpellier (34)

17 – Mme TEZA Elvire
PS CAS
DRAJES La Réunion
Saint Denis (974)

18 – M. QUINTIN Eric
PS CTS Handball
DRAJES PACA
Marseille (13)

19 – Mme DUGACHARD Laure
PS DTN Sport Adapté
Administration Centrale
Paris (75)

20 – M. MARTINACHE Olivier
Attaché d'administration AAP
DRAJES Hauts de France
Lille (59)

21 – M. REINE Benoit
PS Formateur
INN
St Pierre de Quiberon (56)

22 – Mme BIREMBAUX Anne
CEPJ
SDJES Pyrénées Atlantiques
Pau (64)

23 – M. BOUCHET Vincent
PS CTS UFOLEP
DRAJES Nouvelle Aquitaine
Limoges (87)

24 – Mme FAYOLLE Cecile
PS CTS Sports pour Tous
DRAJES AURA
Lyon (69)

25 – M. COUTURIEUX Martin
PS Formateur
CREPS AURA
Vallon Pont d'Arc (07)

26 – M. PEDRON Olivier
PS CAS
Administration Centrale
Paris (75)

27 – Mme FERRE Sylvie
SAENES
SDJES Hautes Pyrénées
Tarbes (65)

28 – M. DETRE Etienne
CTPS Jeunesse
DRAJES Hauts de France
Amiens (80)

29 – M. SAIDOU Nordine
PS CAS
SDJES Loire Atlantique
Nantes (44)

30 – Mme FALANGA Pascale
PS CTS Equitation
DRAJES PACA
Marseille (13)

Élections professionnelles du 3 au 10 décembre 2026

CSA ministériel de la jeunesse et des sports

Non à la résignation Engage·és pour l'avenir de « Jeunesse et Sports »

Nos métiers J&S ont pour vocation de mettre l'expertise de l'État au service de l'émancipation des personnes, de la protection des publics, du développement du sport, de la vie associative et du vivre ensemble.

CSA

Comité social d'administration

En CSA, les représentant·es des personnels discutent de l'organisation des services, des politiques d'emplois, des modifications statutaires, des règles de gestion en matière de mutation ou bien de promotion, des plans handicap, égalité professionnelle ou des luttes contre les discriminations ...

Pourquoi voter ?

A l'heure où la situation des personnels se dégrade (salaires, missions, services, postes, ...), la FSU, première fédération du service public d'éducation, se bat au quotidien pour redonner du sens aux métiers que nous exerçons au quotidien.

Vos élu·es FSU agissent pour :

Le sens de nos métiers J&S

Face aux dégradations des conditions de travail, la FSU revendique :

- Des recrutements massifs dans tous les métiers J&S (PTP/IJS/ADMIN/ITRF/...)
- Des moyens pour exercer et se former
- Le respect des spécificités J&S et des statuts de chacun·e dans l'organisation du travail

Le sens du service public J&S

Dans une société de plus en plus individualiste et inégalitaire, la FSU revendique :

- Des politiques publiques ambitieuses à visée émancipatrice
- Des crédits d'intervention plus importants et davantage à la main des services
- Un soutien pluri-annuel au fonctionnement des associations et à leurs projets

La revalorisation de nos métiers

Face à la baisse constante du pouvoir d'achat, la FSU revendique :

- Une augmentation des salaires par des mesures indiciaires qui bénéficient à toutes et tous
- La transformation des primes et indemnités en points d'indice, le RIFSEEP étant un régime indemnitaire opaque et injuste
- L'alignement des grilles et carrières des personnels J&S sur celles des personnels EN

La défense des personnels

La FSU, grâce à ses élu·es sur tous les territoires, dans les instances de dialogue social nationales comme locales, est la seule organisation capable de défendre les personnels J&S (cf. disparition en 2022 des instances spécifiques aux services J&S) contre :

- Les conditions de travail dégradées et le métier empêché
- Le management toxique de certain·es chef·fes de service ou établissements
- Le non-respect des statuts et des spécificités J&S

Du 3 au 10 décembre 2026,

faisons entendre notre voix avec les syndicats de la FSU

SNEP F.S.U. — SNASUB-FSU — SUI-FSU Syndicat Unitaire de l'Inspection pédagogique

Avec la FSU, des élu·es de terrain

Parce qu'on n'est jamais aussi bien défendu·e que par des collègues qui exercent le même métier

Jeunesse et Sports : ADN de la République !

Sport et éducation populaire doivent se conjuguer au présent. Les élu·es et militant·es de la FSU travaillent à vos côtés et se mobilisent au quotidien pour défendre et valoriser l'action des personnels Jeunesse et Sports, qu'ils/elles soient titulaires ou contractuel·les. Ils/elles militent pour revenir à un ministère d'intervention, avec des effectifs plus nombreux, et se battent contre le transfert des missions J&S à des agences. Ils/elles continuent à revendiquer un ministère Jeunesse et Sports de plein exercice, avec des moyens renforcés, un·e ministre ayant la main sur ses crédits et ses personnels et pouvant s'appuyer sur une Administration qui lui soit propre.

CAS : les agent·es à tout faire du ministère ?

- Refuser l'empilement des missions et dispositifs
- Reconnaître l'expertise apportée aux territoires dans la formation, le conseil, la prévention, et l'accompagnement des acteurs
- Développer les politiques publiques avec un ministère sans opérateur intermédiaire, supprimer l'ANS !

Administratif·ves et ITRF : l'indispensable travail de l'ombre !

- Revaloriser de toute urgence les personnels administratifs et ITRF, NON à la smicardisation des salaires !
- Requalifier les emplois et promouvoir les personnels, pour tenir compte des missions exercées, à l'EN comme à J&S
- Améliorer les conditions de travail des collègues contractuel·les, à travail égal, salaire égal !

CEPJ : les couteaux suisses du ministère ?

- Redonner aux PTP jeunesse leurs missions d'éducation populaire, leurs moyens et leur autonomie
- En finir avec les dispositifs normatifs, construire avec les jeunes et les territoires !
- Reconnaître le rôle éducatif essentiel des PTP dans la prévention, la sensibilisation et dans l'accompagnement des acteurs au service de l'émancipation (VSS, VR, ...)

CTS : les faire-valoir du ministère ?

- Maintenir le statut de cadre d'État, préserver leur indépendance, accompagner et protéger ce métier « exposé »
- Soutenir les CTS comme interface entre l'État et le mouvement sportif au service de l'intérêt général
- Revoir à la hausse le nombre de CTS dans les fédérations, sans concurrence entre elles, et refuser le chantage à la pénurie

PTP en établissement du sport : les oublié·es du ministère !

- Refuser l'appellation de coordonnateur·rice de formations : les formateur·rices ne sont pas des VRP !
- Reconnaitre la spécificité des PTP exerçant dans des environnements particuliers
- Clarifier l'organisation autour de la performance sportive
- Confier un rôle spécifique aux établissements du sport dans les formations aux diplômes JEPS

IJS : une vraie reconnaissance à l'Éducation Nationale ?

- Revaloriser les carrières et rémunérations des IJS, quelles que soient leurs fonctions
- Reconnaître les compétences des IJS et leur permettre d'accéder davantage aux postes fonctionnels (JS comme EN)
- Poursuivre le déploiement des postes d'IJS dits VSS pour qu'il y en ait au moins un par SDJES

AGENT·ES EN CENTRALE : un équipage sans pilote ?

- Redonner les moyens et le temps de concevoir, piloter et évaluer les politiques publiques, en lien avec les besoins et les réalités des territoires
- Sortir des commandes urgentes liées à la communication gouvernementale
- Dynamiser l'animation des réseaux métiers

F.S.U.

Engagé·es au quotidien

#VotezFSU

#Engagé·esAuQuotidien